

LE RÉGIME DÉMOCRATIQUE

ET LE

DROIT CIVIL MODERNE

P A R

GEORGES RIPERT

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
ET A L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1936

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	
1. Influence du facteur politique dans l'évolution du droit	1
2. L'avènement du régime démocratique	4
3. Transformation du droit civil sous l'influence de l'esprit démocratique	6
4. Les juristes se contentent de philosopher	8
5. Ou se réfugient dans l'étude de la technique	9
6. Mais n'exercent plus aucune influence sur la politique législative	11
7. Nécessité de considérer cette politique pour comprendre l'évolution moderne du droit civil.	13
8. Sens des considérations politiques de cet ouvrage.	14

CHAPITRE PREMIER

La démocratie veut un droit nouveau.

1. La fabrication du droit nouveau.

9. Le respect du Code civil au XIX ^e siècle	17
10. Abandon actuel des principes du Code civil.	19
11. Cause de cet abandon : l'avènement du régime démocratique	21
12. La toute-puissance du législateur moderne.	22
13. Disparition de toute limite technique au pouvoir de légiférer	24
14. La machine à fabriquer le droit	26
15. Le caractère fragmentaire des réformes actuelles.	29
16. Leur caractère temporaire.	31
17. Le droit nouveau introduit sous la forme d'un droit d'exception.	33

2. La loi et le progrès.

18. Le désir de satisfaire les intérêts des électeurs.	34
19. La loi n'inspire plus ni respect ni crainte	36
20. Le peuple demande des lois	37
21. Mobilité de la législation	39
22. Nécessité de légiférer pour une démocratie.	40
23. L'idée de l'évolution du droit.	41
24. La réalisation du progrès et le sinistrisme	43
25. Le dédain du passé	44
26. L'idéal d'un avenir meilleur	46

3. L'indifférence ou l'encouragement des juristes.

27. La trahison des clercs	48
28. L'École de l'Exégèse et la croyance à la réalisation du droit naturel	49
29. L'idéalisme juridique des juristes modernes.	52
30. Caractère inoffensif de cet idéalisme.	54
31. La dégradation de la théorie du droit naturel	56
32. La défense de l'idée d'évolution	58
33. L'idée de solidarité et la réalisation du progrès social.	60
34. La socialisation du droit : les grands et les petits prophètes	63
35. L'abdication des juristes	66

CHAPITRE II

L'héritage de la Révolution.

36. Le culte de la Révolution	69
---	----

1. La laïcité.

37. L'esprit laïque et la lutte contre l'Église.	71
38. Rétablissement du divorce.	73
39. Hostilité contre la séparation de corps	77
40. La nature du mariage et l'objet de la réglementation légale	79
41. La filiation naturelle	81
42. L'éducation laïque	83
43. Les obsèques civiles et la liberté de tester sur les funérailles	84
44. Le serment, manifestation religieuse	85

	Pages
45. Les libéralités et fondations pieuses	86
46. Mesures exceptionnelles contre ces libéralités	88
47. La mystique démocratique et la laïcité	89

2. L'égalité.

48. L'égalité civile, l'isonomie	91
49. L'esprit démocratique d'égalité	92
50. La noblesse	94
51. La religion : le clergé et les moines	95
52. Défense de porter atteinte par convention à l'égalité.	98
53. Egalité successorale et partage en nature	100
54. Nullité des pactes sur succession future.	102
55. Egalité entre les enfants légitimes et naturels.	104
56. Egalité des sexes : condition de la femme	106
57. Les inégalités de situation, les domestiques, les ouvriers.	109
58. L'égalité sociale et l'égalité civile	110

3. La liberté.

59. La tradition révolutionnaire libérale.	113
60. La crainte de l'intervention de l'État dans les affaires familiales ; la tutelle.	114
61. Puissance paternelle et émancipation de l'enfant.	116
62. Emancipation de la femme mariée	119
63. Liberté du mariage et du divorce	122
64. Nullité des conventions contraires à la liberté.	124
65. Liberté d'association	126
66. Liberté de commerce et de l'industrie	127
67. L'intervention de l'État, le socialisme et la démocratie	129

CHAPITRE III

La protection des faibles.

68. Les idées de fraternité et de protection	131
--	-----

1. La libération du débiteur.

69. Causes de la protection légale du débiteur	132
70. Suppression de la contrainte par corps	133
71. Atténuation de la faillite	136
72. Insaisissabilité des biens	140
73. Pratique des sociétés limitant la responsabilité	142

	Pages
74. Lenteurs et difficultés de la procédure d'exécution . . .	144
75. Régime des moratoires	146
76. Faveurs spéciales faites aux commerçants débiteurs du prix de leur fonds	148
77. La disparition des dettes par la dépréciation monétaire .	151
78. Le mauvais exemple de l'État	152
79. Le régime des décrets-lois de 1935 et la réduction des dettes	153
80. L'affaiblissement de la notion d'échéance	155
 2. L'assistance aux petits. 	
81. Affection de la démocratie pour les petits	157
82. Protection des incapables	158
83. Les enfants	160
84. La femme	164
85. La fille séduite	165
86. Les pauvres, l'obligation alimentaire et le secours fami- lial	166
87. Les pauvres et les infirmes ; l'intervention de l'État . .	169
88. Les victimes des accidents corporels	170
89. Les victimes des grandes catastrophes	172
90. Distinction entre les sujets de droit suivant leur faiblesse.	173
91. Sens de cette intervention en faveur des petits	175
 3. L'inégalité contractuelle. 	
92. L'égalité dans le contrat et la faiblesse du contractant d'après le Code civil	177
93. L'inégalité dénoncée par la lésion	179
94. Changement d'aspect de la rescision pour lésion	181
95. La théorie de l'imprévision et l'inégalité dans l'exécution du contrat	184
96. L'idée de contrat d'adhésion	187
97. Contrats passés par les concessionnaires de services publics	189
98. Le contrat de travail	191
99. Le contrat de transport	194
100. Le louage d'immeuble	196
101. L'assurance	198
102. Le prêt d'argent	200
103. La vente des fonds de commerce	202
104. La protection des contractants par la loi	203

CHAPITRE III

La lutte contre les forts.

	Pages
105. Attitude de la démocratie devant la richesse	205
106. Les différents moyens de désarmer les puissants	207

1. La limitation légale des droits.

107. Sens de cette limitation	209
108. Application au droit de propriété; l'absolutisme ancien.	210
109. Les restrictions : propriété urbaine	212
110. Propriété rurale.	214
111. Les conflits d'intérêts : propriétaires et industriels	216
112. Suite. Propriétaires et locataires	217
113. La richesse mobilière	218
114. Offices et propriétés intellectuelles	219
115. Les titres de Bourse et l'administration des sociétés	221
116. L'idée que le droit individuel est contraire à l'intérêt général.	223

2. La relativité des droits subjectifs.

117. La limitation des droits par l'intervention du juge	224
118. Théorie de l'abus des droits	227
119. Les motifs de l'acte et le but social	229
120. Le rôle du juge	233
121. La relativité des droits.	234
122. Valeur du droit individuel.	235
123. La négation du droit individuel. Théorie de Duguit	237
124. Les adhésions à cette théorie	239
125. La destruction des droits individuels.	240
126. Hostilité de la démocratie contre le droit individuel	241

3. La socialisation des biens.

127. Tendance hostile à la propriété privée	246
128. L'expropriation pour cause d'utilité publique et les réqui- sitions	247
129. Régime des mines	250
130. L'énergie hydro-électrique.	252
131. L'air et la navigation aérienne	255

	Pages
132. Propriétés incorporelles	257
133. La prescription au profit de l'Etat	258
134. Les droits de mutation par décès.	260
135. Le droit de succession de l'Etat	262
136. Sociétés d'économie mixte.	264

CHAPITRE V

Le déclin du contrat et l'organisation économique de l'Etat.

137. La valeur du contrat	269
138. Intervention de l'Etat pour le respect de la liberté contractuelle	271
139. L'économie dirigée.	272

1. La liberté contractuelle et l'ordre public économique.

140. Nullité du contrat contraire à l'ordre économique établi par l'Etat	273
141. Nécessité de marquer le caractère impératif de cet ordre	276
142. Rôle du juge en cette matière	278
143. Caractère changeant de cet ordre public	280
144. Caractères techniques de la nullité	282
145. Nullité des clauses et maintien du contrat.	285
146. Procédés techniques : interdiction du contrat.	286
147. Fixation obligatoire des prix	289
148. Taxation légale	291
149. Détermination des prix par le juge	293
150. Vérification de la qualité des produits	295
151. Le marché agricole.	296
152. Le marché commercial.	298
153. Les contrats dirigés.	300

2. La vie du contrat et les nécessités économiques.

154. Critiques contre la permanence du contrat.	303
155. L'interprétation en vue de la révision	305
156. La clause <i>rebus sic stantibus</i> et la théorie de l'imprévision	307
157. L'abus du droit dans l'exécution du contrat	309

	Pages
158. L'annulation du contrat par le législateur et le principe de la non rétroactivité des lois.	310
159. Le déclin du contrat dans la doctrine juridique	311
160. Moratoires et prorogations	313
161. Droit de résiliation anticipé	315
162. Révision des baux	316
163. La réforme monétaire	318
164. Révision des contrats	319
165. Les décrets-lois de juillet-août 1935	320
166. Le contrat et l'institution	322

CHAPITRE VI

La réparation des risques.

167. L'augmentation des risques et le droit à réparation	327
--	-----

1. De la responsabilité à la réparation.

168. Responsabilité fondée sur la faute de l'auteur de l'acte.	329
169. Le droit moderne recherche la réparation et non la faute.	331
170. Transformation de la responsabilité délictuelle en responsabilité contractuelle.	334
171. La stipulation pour autrui dans le transport	340
172. Les présomptions de faute irréfragables et la responsabilité du fait des choses	342
173. Application de l'art. 1384-1 ^o C. civ. à toutes les choses.	344
174. L'idée de garde de la chose	348
175. Participation de la victime à l'usage de la chose	352
176. Dommage causé par une chose à une chose	354
177. Obligation légale de réparation. Le risque professionnel.	356
178. Accidents de la circulation.	358
179. Cas légaux de réparation	361
180. Fondement de l'obligation de réparation	361
181. Vérable sens de la théorie du risque	363
182. Technique de la réparation. L'auteur de l'acte.	365
183. La victime du dommage	367
184. Le déplacement du risque.	369

2. La répartition des dommages.

185. Répartition du dommage entre l'auteur et la victime.	371
186. Réparation forfaitaire ou limitée.	372
187. L'assurance	374

	Pages
188. Restriction par l'assurance de l'utilité de la responsabilité.	376
189. L'assurance de responsabilité.	379
190. Disparition de la responsabilité par le jeu de l'assurance	380
191. L'assurance obligatoire.	382
192. La victime en face de l'assureur	384
193. L'assurance individuelle, l'assurance sur la vie	386
194. L'Etat assureur	387
195. Cas de réparation par l'Etat	389
196. Les dommages de guerre, les sinistres	392
197. Principes de la réparation et de la répartition	393

CHAPITRE VII

La législation de classe.

198. L'abandon du principe d'égalité	397
--	-----

1. Le droit de la profession.

199. Influence de la profession pour l'application des règles juridiques	398
200. Caractère subjectif du droit commercial.	400
201. Evolution du droit commercial devenant un droit de faveur pour les commerçants	401
202. Distinctions faites par la loi entre les commerçants	405
203. Les artisans et le droit artisanal.	407
204. Les ouvriers et la législation industrielle	411
205. Protection des ouvriers.	413
206. Distinctions légales entre les ouvriers.	415
207. L'exploitation rurale	417
208. Conflits entre les intérêts professionnels	419

2. Le droit corporatif.

209. Conquête de la liberté d'association.	421
210. Le droit contractuel de l'association, le règlement	423
211. Contrats types élaborés par les syndicats	426
212. La convention collective de travail	428
213. L'arbitrage corporatif	430
214. Représentation des intérêts de la profession	431

	Pages
215. Exercice de l'action en responsabilité civile par les syndicats et les associations	433
216. Le syndicalisme et le droit de classe	435

3. L'abandon du droit commun.

217. Causes de l'abandon du droit commun	437
218. Caractère purement national du droit moderne	438
219. Distinction entre les Français et les étrangers.	441
220. Les classes privilégiées, les anciens combattants	443
221. Distinction entre les classes sociales.	445
222. Le peuple et la bourgeoisie	447
223. La valeur du principe de l'égalité civile.	448
224. Défense du droit civil et de la civilisation française	449